



**Report of the third Meeting of Biodiversity,
Habitat and Water Quality Working Group**

23-25 September 2014, Casablanca, Morocco

**Rapport de la troisième réunion du Groupe de
travail Biodiversité, Habitat et Qualité de l'Eau**

23-25 septembre 2014, Casablanca, Morocco

About the project “Protection of the Canary Current Large Marine Ecosystem”

The Canary Current Large Marine Ecosystem (CCLME) provides vital food and economic resources to coastal populations bordering the Large Marine Ecosystem (LME), and also to other of Western Africa. It has one of the highest fisheries productions among the African large marine ecosystems and the coastal zone also provides critical fish habitat, wood from mangrove and coastal and marine space for agriculture, aquaculture, urban development, tourism and transport.

The CCLME project is unique in its strategic combination of fisheries and ecosystem governance frameworks. The project aims to enable the participating countries to address priority transboundary concerns on declining fisheries, associated biodiversity and water quality through governance reforms, investments and management programs. It will foster cooperation among project countries and contribute to a strengthened monitoring of the status of the CCLME that is based on sound science.

The seven countries (Cape Verde, Gambia, Guinea, Guinea-Bissau, Mauritania, Morocco and Senegal) are all committed to working together in the CCLME project to address the degradation of the Canary Current Large Marine Ecosystem caused by over-fishing, habitat modification and changes in water quality by adoption of an ecosystem approach.

The project is funded by the Global Environment Facility (GEF) and co-financed by participating countries and other partners. Current partners include the French Development Agency (AFD), EAF-Nansen Project, National Oceanic and Atmospheric Administration (NOAA) of the United States, West African Regional Marine and Coastal Conservation Programme (PRCM), Swedish International Development Cooperation Agency (Sida), Sub-regional Fisheries Commission (SRFC) and Wageningen International.

The GEF agencies responsible to carry out the CCLME project are the Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO) and the United Nations Environment Programme (UNEP).

For more information, please visit www.canarycurrent.org

A propos du projet "Protection du grand écosystème marin du courant des Canaries"

Le Grand Ecosystème Marin du Courant des Canaries (CCLME) fournit des ressources alimentaires et économiques vitales pour les populations côtières vivant en bordure du Grand Ecosystème Marin (GEM) et aussi pour une grande partie de l'Afrique de l'ouest. Il assure une des plus importantes productions de pêche parmi les GEMs de l'Afrique et la zone côtière du CCLME et procure également d'importants biens et services aux pays côtiers, notamment des habitats critiques pour les poissons, du bois provenant des mangroves et des espaces côtiers et marins pour l'agriculture, l'aquaculture, le développement urbain, le tourisme et le transport.

Le projet CCLME présente une originalité en raison de son approche stratégique combinant les pêcheries et la gouvernance dans la gestion de l'écosystème. Le projet vise à permettre aux pays participants de traiter les problèmes transfrontaliers prioritaires sur la pêche en déclin, les menaces sur la biodiversité associée et la qualité de l'eau par des réformes de gouvernance, des investissements et des programmes de gestion. Il favorisera la coopération parmi les pays partenaires du projet et assurera le suivi de l'état du CCLME en se basant sur les résultats scientifiques.

Le Cap-Vert, la Gambie, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Maroc, la Mauritanie et le Sénégal se sont tous engagés à travailler ensemble dans le cadre du projet CCLME pour lutter contre la tendance à la dégradation du grand écosystème marin du courant des Canaries, causé par la surpêche, les modifications des habitats et les changements de la qualité de l'eau, en adoptant une approche écosystémique.

Le projet est financé par le Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) avec le co-financement des pays participants et d'autres partenaires. Les partenaires actuels sont: l'Agence Française de Développement (AFD), la Commission Sous-Régionale des Pêches (CSRP), le projet EAF-Nansen, l'Administration Nationale des Océans et de l'Atmosphère (NOAA) des États-Unis d'Amérique, le Programme Régional de Conservation de la Zone Côtière et Marine en Afrique de l'Ouest (PRCM), l'Agence Suédoise de Coopération Internationale au Développement (SIDA) et Wageningen International.

L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) sont les agences FEM pour la réalisation du projet CCLME.

Pour plus d'informations, prière de visiter le site-web www.canarycurrent.org

Table des matières

Résumé exécutif	5
1. Ouverture de la réunion	5
2. Organisation de la réunion	5
2.1 Présentation des participants	5
2.2 Désignation des rapporteurs	5
2.3 Adoption de l'ordre du jour de la réunion	5
2.4 Organisation du travail	5
3. Présentation des travaux d'études	6
3.1. « Etat des lieux des mesures politiques et juridiques visant à protéger la biodiversité, l'habitat et la qualité de l'eau dans la Zone CCLME »	6
3.2. Développement d'une base de données géoréférencée et production de carte sur les habitats et la biodiversité	7
3.4. « Evaluation des activités terrestres pouvant constituer des sources de pollution marine et côtière dans la zone du CCLME »	9
3.5. « Elaboration d'un plan d'urgence pour prévenir et limiter la pollution marine dans la région du CCLME »	10
4. Clôture de la réunion	11
Annexe 1. Liste des participants- List of participants	12
Annexe 2. Ordre du jour	15
Ordre du jour provisoire – Draft agenda	15

Résumé exécutif

1. Ouverture de la réunion

1. Cette troisième réunion du groupe de travail Biodiversité, Habitat et Qualité de l'Eau a été ouverte conjointement par M. Birane Sambe, coordinateur régional du projet CCLME et M. Abou Bamba, secrétaire de la Convention d'Abidjan. M. Sambe a remercié l'ensemble des participants d'avoir effectué le déplacement. Selon lui, l'épidémie d'Ebola a causé beaucoup de perturbations de part le monde. C'est pourquoi, la réunion qui était prévue au Cap Vert n'a pu s'y tenir à cause de restrictions imposées par ce pays aux frontières. Il a déploré l'absence de la Guinée Bissau et du Cap Vert. M. Bamba a de son côté souhaité, au nom du PNUE, la bienvenue à tous les participants. Il s'est excusé des erreurs survenues dans l'organisation de cette réunion. Il a invité tous les membres du GT BHQE présents à faire des commentaires aux cinq importants documents qui seront analysés au cours de ces 3 journées réunion.

2. M. Mayif, président du groupe de travail, a exprimé sa satisfaction à la tenue de cette importante et très attendue réunion et ce malgré un contexte particulièrement difficile, c'est ce qui a entraîné des reports et des perturbations de cette réunion qui devait se tenir en mai 2014.

2. Organisation de la réunion

2.1 Présentation des participants

3. Pour les raisons évoquées au point 2.4., le Cap Vert et la Guinée Bissau n'ont pas pu prendre part à la réunion ; les autres membres ont pu participer malgré les perturbations et les difficultés de voyage en cette période. A ceux-là se sont ajoutés les experts responsables d'études à analyser. La liste des participants est donnée en annexe 1.

2.2 Désignation des rapporteurs

4. M. Mohamed O. Abidine O. Mayif, a rappelé que le rapportage de la réunion sera assuré par M. Khallahi Brahim, responsable de la composante 3 « Biodiversité, Habitat et Qualité de l'Eau » de l'Unité Régionale de Coordination (URC) du projet CCLME.

2.3 Adoption de l'ordre du jour de la réunion

5. L'ordre du jour de la réunion a été soumis à commentaires par le président avant d'être adopté. Il est joint en annexe 2.

2.4 Organisation du travail

6. En raison des perturbations liées à l'épidémie d'Ebola dans la région ouest-africaine, les calendriers des scientifiques et membres du groupe de travail ont été fortement perturbés. La réunion qui était initialement prévue en mai à Praia (Cap Vert) a été reportée au 16-18 septembre dans la même ville. Suite à la mesure d'interdiction d'accès à des membres du groupe de travail au

territoire capverdien, la réunion a été déplacée à Casablanca aux mêmes dates, cependant le service des voyages du PNUE (Nairobi) n'a pas réagi à temps en libérant les billets et ce malgré l'avis favorable du PNUE.

7. La réunion qui comportait 5 présentations portant sur les résultats de travaux de consultation menés par la composante 3 du CCLME s'est déroulée en 3 jours de session plénière, du 23 au 25 septembre 2014.

3. Présentation des travaux d'études

3.1. « Etat des lieux des mesures politiques et juridiques visant à protéger la biodiversité, l'habitat et la qualité de l'eau dans la Zone CCLME »

8. Dr Diop Mika Samba, consultant a présenté les principaux résultats issus de son travail portant sur une harmonisation de rapports nationaux produits par les membres du groupe de travail. Le consultant a aussi apporté des compléments d'informations non abordés par certains rapports.

9. Le travail met en évidence les menaces de dégradation des habitats et de pollution, donc d'érosion de la biodiversité. L'environnement marin et côtier connaît des dégradations diverses qui ont pour conséquences la destruction des habitats, la perte de la biodiversité, etc. Ceci est dû à un ensemble de facteurs, pour leur majorité anthropiques. La découverte des gisements de pétrole en mer et son exploitation offshore qui a débuté dans certains pays tel la Mauritanie exacerbe ces risques avec les pollutions potentiels.

10. Les politiques et législations des pêches et de l'environnement comportent plusieurs mesures de conservation et de gestion développées par le consultant dans le rapport. Malheureusement, ces législations restent inappliquées ou difficilement applicables. D'autres sont obsolètes et demandent donc à être révisées.

11. Au plan international, la majorité des pays du CCLME ont ratifié les principales conventions internationales de protection de l'environnement. Cependant, les résolutions prévues par ces conventions ne sont pas appliquées.

12. Pour parer à de telles situations, le rapport a recommandé que les pays concernés, séparément ou ensemble, prennent des mesures pour tout d'abord informer les acteurs sur ces législations, les sensibiliser à la nécessité de leur mise en œuvre et que les Etats trouvent les moyens de leur application.

13. La politique de création d'Aires Marines Protégées qui s'est répandue dans la région du CCLME contribue efficacement à la protection de la biodiversité et des habitats et de gestion des pêcheries.

Les discussions qui ont suivi cette présentation ont porté notamment sur :

- La nécessité de mentionner dans le rapport l'importance économique et sociale de la pêche qui explique l'intérêt de préserver la biodiversité ;
- La régionalisation des recommandations sur la réglementation des pêches en indiquant leurs forces et faiblesses ;
- Inclure dans le rapport les législations régionales par exemple au niveau de la CDEAO et de l'UMA ;

- Parler des opportunités manquées dans le développement responsable du tourisme
- Vu les disparités entre les valeurs des taux des zones protégées dans les pays du CCLME observées entre ce travail et celui portant sur l'évaluation de l'état de la biodiversité, le groupe de travail recommande la mise en cohérence de ces pourcentages ;
- L'actualiser l'inventaire des Lois littorales en vigueur ;
- Inclure dans les recommandations de l'étude la nécessité de l'élaboration et la mise en place de plans d'aménagement des pêcheries de ressources partagées ;
- Inclure dans les recommandations de l'étude la nécessité de promouvoir la généralisation de(s) évaluations environnementale(s) stratégique(s) au niveau régional ;
- L'actualisation de l'inventaire des institutions responsables de la conservation de la biodiversité ;
- Insister sur la nécessité d'attirer l'attention des autorités sur l'application effective des mesures politiques et juridiques en vigueur pour la conservation de la biodiversité.

3.2. Développement d'une base de données géoréférencée et production de carte sur les habitats et la biodiversité

14. Ce travail a été présenté par M. Luis Miguel Agudo, consultant à l'Institut Espagnol d'Océanographie. Il a fait un rappel général sur les concepts, les besoins et les avantages de disposer d'une Base de Données Géoréférencées (BDG) au niveau des différents pays et organisations régionales et internationales.

15. Pour la conception de la Base de Données géoréférencées pour la région du CCLME, le consultant a utilisé les données provenant de bases de données internationales d'accès libre et disponibles en ligne. Il s'est appuyé notamment sur les bases suivantes : GMIS, GEBCO, NOAA, OBIS et UNEP-WCMC. L'avantage qu'offre l'utilisation ou la mise en lien de ces bases avec la BDG du CCLME est la mise à jour automatique de ces bases, sans besoin de maintenance continue.

16. Cela a permis de produire une cinquantaine de cartes thématiques. Les informations mobilisées concernent, outre les données fondamentales pour la construction des cartes (limites des côtes, les étendues des pays, les principales villes, plus grands ports et les routes mais aussi les exploitations gazières et pétrolières, etc., des données géologiques (bathymétrie, géomorphologie et sédiments), des données océanographiques (température, chlorophylle, salinité, oxygène) et biologiques. Vu l'importance particulières des aires marines protégées, ces cartes prennent en compte leurs limites et distributions dans les différents pays du CCLME. Elles montrent aussi la distribution géographique des zones coralliennes les plus connues mais aussi les informations disponibles sur la répartition spatiale d'espèces emblématiques notamment les tortues marines.

17. Cette BDG devra être complétée par les données issues des traitements et analyses des données de campagnes écosystémiques du CCLME ainsi que des thèmes relatifs aux espèces menacées ou en danger dans la région du CCLME.

18. A l'issue de la présentation des résultats de cette étude, le groupe de travail a recommandé :

- Nécessité d'harmoniser les données présentées dans cette étude avec celles disponibles pour l'ADT du CCLME ;

- Les pays doivent procéder à un examen et une vérification de la liste des espèces dans un délai de 15 jours afin que le consultant puisse la prendre en compte ;
- Le groupe de travail considère que les estimations de l'étendue de la mangrove dans la région du CCLME sont très ancienne et que plusieurs actions de reboisement ont été opérées, à cet effet il recommande une actualisation des données sur l'estimation de l'aire totale de mangrove dans les différents pays. Pour cela, le CCLME pourrait s'appuyer sur l'outil de spatialisation développé avec WCMC.

19. Après la présentation, la réunion a discuté des modalités d'organisation de la formation SIG qui est prévue par les termes de référence de cette. Il a été admis que pour que la formation soit profitable qu'elle destinée à des scientifiques disposant déjà d'un pré-requis de connaissances en système d'information géographiques. La Convention d'Abidjan sera représentée à cette formation par 2 personnes dont le gestionnaire de son site internet.

20. Concernant les arrangements de la réunion, le CCLME et la Convention d'Abidjan mettront en place une formation de 5 jours dans un pays de leur choix. La meilleure date se situerait dans la 2^e quinzaine de novembre 2014.

3.3. « Evaluation de l'état de la biodiversité marine dans la région du CCLME »

21. La présentation du rapport a été réalisée par l'expert en charge de l'étude, M. Cheikh Abdallahi Inejih. Ce travail montre que les ZEE des pays du CCLME couvrent une superficie de 2 392 054 km² dont plus de 35 % de plateau continental. La forte croissance démographique dans ces pays crée une forte pression sur la zone littorale, les effets collatéraux que cela engendre sur les habitats marins et côtiers et leur biodiversité peuvent être très importants selon les pays. Pour pallier ces impacts, un cadre politico-institutionnel s'est progressivement mis en place. Il repose sur des législations nationales, des accords/conventions et traités régionaux et internationaux (telles que les conventions RAMSAR, sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction, sur les espèces migratrices appartenant à la faune sauvage).

22. La région du CCLME, caractérisée le phénomène d'upwelling et une alternance de masses d'eaux chaudes et froides, recèle une importante biodiversité. La présente étude qui se base sur les inventaires réalisés dans tous les pays a mis en évidence plus de 14 000 espèces recensées, réparties entre : algues, zooplancton, mollusques, crustacés, chordés (poissons, mammifères marins, tortues marines, et oiseaux). Ce nombre serait sous-estimé car les inventaires relativement exhaustifs, portant spécifiquement sur la biodiversité, n'ont été menés que dans les Iles des Canaries (Espagne) et le Maroc.

23. Les habitats dans le CCLME sont également multiples et variés. Les principaux habitats sont : 1. Les mangroves dans la zone sud de la région allant du Sénégal à la Guinée, 2. Herbiers marins dans la partie nord de cette région, 3. Les canyons sous-marins, 4. Les coraux profonds au Cap Vert et en Mauritanie, 5. Les monts sous-marins. Le travail fait état de 52 habitats sous des statuts divers de conservation avec une superficie totale d'espaces protégés qui est estimée à 34 400 km². Les zones côtières et marines du CCLME ayant un statut de conservation ne dépassent pas 1.25% de la surface des zones côtières et marines de la région contre une moyenne mondiale de l'ordre de 2.2% ; l'objectif d'Aichi pour 2020 est de d'atteindre 10% des zones marines et côtières., Ces chiffres cachent de grandes disparités entre les différents pays de la région. Ainsi, les zones protégées au Cap Vert, au Maroc, au Sénégal et en Gambie représentent moins de 1 % alors qu'en Mauritanie et en Guinée Bissau cette proportion est supérieure à 5 %.

24. Les menaces qui pèsent sur cette biodiversité et ces habitats sont de divers ordres. La pêche peut causer d'énormes perturbations aux écosystèmes mais aussi la démographie croissante. A cela,

s'ajoutent les différentes formes de pollution notamment urbaine et par les hydrocarbures. L'introduction est restée importante à cause du manque de vigilance au niveau des pays concernés. C'est pourquoi, dix huit espèces potentiellement invasives, composées de taxons introduits mais aussi d'espèces natives ont été signalées dans la zone du CCLME. La région du CCLME est également considérée comme l'une des zones les plus exposées aux effets des changements climatiques.

25. Le groupe de travail qui a félicité le consultant pour la qualité du rapport et son originalité a émis les recommandations suivantes à l'adresse du consultant :

- Nécessité d'harmoniser les données présentées dans cette étude avec celles disponibles pour l'ADT du CCLME ;
- Les pays doivent procéder à un examen et une vérification de la liste des espèces dans un délai de 15 jours afin que le consultant puisse la prendre en compte ;
- Le groupe de travail considère que les estimations de l'étendue de la mangrove dans la région du CCLME sont très anciennes et que plusieurs actions de reboisement ont été opérées, à cet effet il recommande une actualisation des données sur l'estimation de l'aire totale de mangrove dans les différents pays. Pour cela, le CCLME pourrait s'appuyer sur l'outil de spatialisation développé avec WCMC.

Par ailleurs, il a émis d'autres recommandations à l'endroit du CCLME :

- Il est indispensable que les pays élaborent des programmes de recherche sur la biodiversité de la région du CCLME (équipes multidisciplinaires, utilisation des mêmes approches d'investigation, informations échangeables entre les équipes de la région CCLME)
- Mettre en place un suivi des habitats critiques et nouvellement découverts pour l'évaluation de leur biodiversité
- Réaliser une étude sur le niveau de réduction des mangroves dans l'espace du CCLME
- Réaliser une cartographie des herbiers dans la zone du CCLME

3.4. « Evaluation des activités terrestres pouvant constituer des sources de pollution marine et côtière dans la zone du CCLME »

26. M. Jacques Abe, consultant a exposé les résultats de l'expertise portant sur l'évaluation des sources terrestres de pollution. Selon la présentation, les contaminants proviennent pour la plupart des cas soit de sources dites ponctuelles générées par les activités anthropiques (installations d'épuration des eaux usées, installations industrielles, centres de villégiature et de tourisme, structures côtières, installations portuaires, des extractions souvent interdites de sable et de graviers et du défrichage des mangroves), soit des eaux de ruissellement (sources diffuses) urbaines, agricoles, horticoles, minières ou provenant des décharges et sites de dépôt de déchets dangereux.

27. Dans la région du CCLME, on relève les Polluants Organiques Persistants (POPs), les métaux lourds, les hydrocarbures, les nutriments et les déchets. Ces pollutions entraînent une dégradation de la qualité des ressources en eau (eaux de surface et souterraines par infiltration) et des ressources halieutiques, la propagation des maladies hydriques, la contamination par les agents pathogènes et bactériologiques des eaux, sédiments et organismes aquatiques. Ils conduisent aussi à l'eutrophisation et à l'anoxie des eaux d'une manière générale. Les POPs tels que dioxine, furannes, hydrocarbures polycycliques aromatiques (HAPs) proviennent de production non-intentionnelle ; les Polychlorobiphényles (PCBs), Hexachlorocyclohexane (HCH), qui sont des Produits chimiques industriels et les Pesticides de types Fongicides (Hexachlorobenzène (HCB), Endrine, etc.) et insecticides (Chlordane, Chlordécone, etc.) sont véhiculées par l'air, l'eau et/ou par les espèces migratrices. Leur dangerosité est liée à leur stabilité, leur résistance à la dégradation chimique et biologique et leur propriété bioaccumulatrice. Les contaminations liées aux hydrocarbures et autres

substances associées en milieu marin et côtier sont localisées au niveau des ports et zones avoisinantes, suite au trafic portuaire, aux activités de maintenance des navires.

28. Les principales sources d'apports de nutriments sont essentiellement les rejets d'eaux usées urbaines, les rejets industriels et agricoles et les dépôts ou retombées atmosphériques, ainsi que les upwellings côtiers. Le développement agricole a conduit à une utilisation parfois excessive de pesticides, d'engrais, de fertilisants, d'herbicides ou autres substances de lutte contre certaines maladies. L'intensité de leur utilisation varie selon les pays et selon le type d'agriculture pratiqué.

29. Les activités socio-économiques, couplées à l'accroissement démographique et aux changements dans le mode de consommation dans les zones côtières et marines des pays du CCLME, ont entraîné une augmentation sans précédent du volume des déchets solides, de détritiques et de plastiques y compris les débris marins. La production des déchets solides ménagers au Maroc, s'élève à près de 18 000 tonnes/jour, et 46.711t/an en 2014 au Cap Vert, tandis qu'en Mauritanie, elle est estimée à 0,38 kg/j/hab. La décharge de Mbeubeuss (région de Dakar) installée directement dans la nappe, reçoit chaque jour 1300 à 2000 tonnes de détritiques. Les déchets solides et autres détritiques non évacués sur les décharges sont soit déversés dans les caniveaux d'eaux pluviales, soit transportés par ruissellement vers les cours d'eau ou sur les sites côtiers, provoquant ainsi des inondations des quartiers et des routes et favorisant le développement de maladies hydriques comme le paludisme, le choléra, la dysenterie, les dermatoses, etc. c'est le cas en Guinée et en Guinée Bissau.

30.

31. Le groupe de travail juge que l'approche méthodologique utilisée dans le cadre de cette étude (LBSA), faisant intervenir les consultants locaux par pays et conduisant à une validation du travail dans les différents pays, est un exemple duquel le CCLME devrait s'inspirer à l'avenir. Il recommande :

- que l'élaboration du plan d'actions régional pour la gestion des activités terrestres soit réalisée par le même consultant car elle constitue une suite logique du présent travail d'évaluation des activités terrestres ;
- Dans la mesure du possible, l'étude doit faire des projections à moyen et long terme sur les tendances des pollutions.

NB. Le groupe de travail estime que les sources de pollution d'origine marine (hydrocarbure offshore, cadmium...) méritent d'être prises en considération de manière prioritaire vu leur caractère transfrontalier et la nature même de l'espace maritime CCLME.

3.5. « Elaboration d'un plan d'urgence pour prévenir et limiter la pollution marine dans la région du CCLME »

32. Ce plan a été présenté par M. Romain Chancerel, consultant qui lui a défini les objectifs suivants : « Le but de ce plan d'urgence est d'établir un mécanisme d'assistance mutuelle, en vertu duquel (...), les pays concernés coopéreront afin de coordonner et d'intégrer leurs efforts de préparation et de réponse à des incidents de pollution marine affectant ou susceptibles d'affecter la mer territoriale, les côtes et les intérêts connexes d'un ou de plusieurs de ces pays, ou à des incidents dépassant la capacité de réaction disponible de chacun de ces pays ». Le plan d'urgence est de schéma classique axé autour de : 1. Gestion de crise et structure de commandement, 2. Les opérations de lutte, 3. Communication et rapport, 4. Logistique, finance et questions administratives, et 5. Relations publiques.

33. L'auteur propose que le plan d'urgence du CCLME soit un plan sous régional dépendant du Centre sous régional de coordination étroitement lié au plan régional de coordination de la Convention d'Abidjan qui sera basé au Nigéria.

34. La structure de commandement sera mise en place par la Partie Directrice ou le pays victime de pollution. Elle dépend donc du gouvernement ou autorités compétentes et comporte un Etat Major de Crise (EMC, autorités opérationnelles) et un commandement sur zone (CSZ, équipes d'Intervention). C'est cette structure qui décidera ou non du déclenchement officiel du plan sous régional et selon les circonstances demander assistance aux autres parties. La coordination des activités de lutte sera sous la responsabilité de la Partie Directrice.

35. Suite à la présentation du document, le groupe de travail s'est déclaré incompétent pour juger de la pertinence et de la qualité du document. Il recommande qu'un processus de consultation nationale, à l'image de celui entrepris pour les LBSA, soit mis en œuvre par le CCLME afin que ce document soit soumis et discuté avec les autorités compétentes des pays concernés.

36. Concernant la structure du rapport, il est proposé que le document central soit l'Accord de coopération et d'assistance mutuelle et que les autres documents soient placés en annexes :

- Annexe 1 : Plan d'Urgence
 - Annexe 2 : TdRs du Centre S/R
 - Annexe 3 : Note conceptuelle sur la prévention
1. Bien que les aspects préventions ne concernent pas le plan S/R, il est recommandé que cet aspect soit abordé dans l'accord de coopération et d'assistance mutuelle. Aussi, un article supplémentaire traitant de l'aspect prévention devra être inclus dans cet accord ;
 2. L'aspect « prévention » doit être aussi intégré dans les TdRs du Centre S/R afin que celui-ci ait un rôle dans la mise en œuvre des activités de prévention dans la sous-région ;
 3. Il est recommandé de mieux détailler les aspects opérationnels, la communication de crise et l'analyse post-crise (notamment l'impact sur les écosystèmes marins et côtiers).

4. Clôture de la réunion

37. M. Abou Bamba a remercié les membres du groupe de travail de leurs importantes contributions à l'analyse de ce travail. Il a félicité les consultants pour avoir produit un travail de qualité qui va permettre à la composante 3 du CCLME de franchir un pas décisif dans la réalisation de ses missions.

38. M. Birane Sambe a remercié les efforts de tous les participants, membres du groupe de travail, partenaires ainsi que le président du groupe, pour la réussite de cette réunion qui a eu beaucoup de difficultés à se tenir.

39. Le Président du groupe de travail a aussi loué le travail accompli par les consultants et a souhaité que les importantes observations du groupe de travail puissent être intégrées pour produire des rapports de haut niveau. Il a tenu à exprimer ses remerciements au Royaume du Maroc pour avoir accepté d'accueillir rapidement cette réunion.

40. M. Chafik a aussi dit sa satisfaction des résultats obtenus et a exprimé la disponibilité du Maroc à accueillir des réunions similaires.

Le président du groupe de travail a par la suite déclaré close cette troisième réunion du groupe « Biodiversité, Habitat et Qualité de l'Eau ».

Annexe 1. Liste des participants- List of participants

COUNTRY REPRESENTATIVES – REPRÉSENTANTS DES PAYS

THE GAMBIA- GAMBIE

Mrs. Anna Mbenga Cham
Principal Fisheries Officer,
Research and Development,
Fisheries Department
6, Marina Parade, Banjul.

Gambia

Tel: +220-9930170 / +220-7888170

Email: anna_mbengac@hotmail.com

M. Nfamara Jerro DAMPHA
CCLME Technical Coordinator
Director of Fisheries, Fisheries Department
6, Marina Parade – Banjul
Tel: +220 9 92.48.34, 220-422-33-73
Email: nfamarajerrodampha@yahoo.com

GUINEA – GUINEE

M. Ansoumane Keita
Maitre de Recherche
Directeur Scientifique
CERESCOR
Tel : +224 62 62 71 45/+224 67 50 50 37
Email: keitaansoumane@yahoo.fr

MAURITANIA – MAURITANIE

M. Kidé Saikou Oumar
Chargé de Recherches
Institut Mauritanien de Recherches
Océanographiques et des Pêches
BP 22 Nouhadibou, Mauritanie
Tel : +222 45745124/ 22621039
Email: sokidefr@yahoo.fr

MORROCO - MAROC

Dr. Abdelghani CHAFIK (**absent**)
Attaché de direction chargé de la démarche
qualité à l'Institut national de recherche
halieutique (INRH)
2 rue de Tiznit Casablanca 01
Maroc
Tel: +212 (0) 6 61 33 04 52
Email: chafik@inrh.org.ma

SENEGAL- SENEGAL

M.Abdou Salam Kane
Chef division des Aires Marines Protégées et
Zones Humides
Point Focal de la Convention Ramsar
Point Focal de l'Accord AEWA
Ministère de l'Environnement
Sénégal
Tél : +221 77 631 18 48
E-mail : ak17salam@yahoo.fr ou
ak7salam@gmail.com

AUTRES PARTICIPANTS –OTHER PARTICIPANTS

URC CCLME, PNUE –CCLME RCU, UNEP

M. Birane SAMBE
Coordonnateur régional de Projet
Unité Régionale de Coordination (URC)
Projet CCLME

5^e étage Imm. KAZEM, 41 avenue Georges
Pompidou
BP 3300 Dakar
Sénégal
Tel : + 221 33 842 34 00
E-mail: birane.sambe@fao.org

M. Khallahi Brahim
Responsable de la composante thématique
« Biodiversité Habitat et Qualité de l'Eau »
Unité Régionale de Coordination (URC)
Projet CCLME

Mlle Ndeye Fatou TAMBA
Assistante administrative
Unité Régionale de Coordination (URC)
Projet CCLME
5^e étage Imm. KAZEM, 41 avenue Georges
Pompidou
BP 3300 Dakar
Sénégal
Tel : + 221 33 842 34 00
Email: fatou.tamba@fao.org

**CONVENTION D'ABIDJAN – ABIDJAN
CONVENTION**

5^e étage Imm. KAZEM, 41 avenue Georges
Pompidou
BP 3300 Dakar
Sénégal
Tel : + 221 33 842 34 00
E-mail: khallahi.brahim@unep.org
M. Abou BAMBA
Coordinator
UNEP/Abidjan Convention
Division of Environmental Policy
Implementation
Official Mail:
Rue Harris Memel Foteh
2 Plateaux-Vallons
08 Po.Box 588 Abidjan 08
Côte d'Ivoire
T. +225 22 41 88 51
F. +225 22 41 88 53
C. +225 02 71 87 81
Email : Abou.Bamba@unep.org

INSTITUTIONS ET ORGANISATIONS PARTENAIRES –INSTITUTIONS AND PARTNER ORGANIZATION

IEO- IEO

Mme Ana Ramos
Responsible for the IEO project on Benthic
Ecosystems in Africa
Instituto Español de Oceanografía
Cabo Estai, Canido
36200, Vigo (Pontevedra)
Espagne
Tel: +34 986 49211
Email: ana.ramos@vi.ieo.es

M. Luis Miguel Agudo
Instituto Español de Oceanografía
Cabo Estai, Canido
36200, Vigo (Pontevedra)
Espagne
Email : lmagudo@gmail.com

PNBA-PNBA

M. Lemhaba Ould Yarba
Chef du département Observatoire du PNBA
Parc National du Banc d'Arguin (PNBA)
BP:5355 - Nouakchott - Mauritanie
Tél:+222 525 85 41
portable:+222 657 60 48/647 60 48
Fax:+222 525 85 42

Email : ouldyarba@yahoo.fr

**WETLANDS INTERNATIONAL AFRIQUE–
WETLANDS INTERNATIONAL AFRICA**

M. Pape Diomaye Thiare
Chargé de communication
Rue 111, Villa No 39, Zone B
Dakar, Senegal
BP / P.O. Box 25 581
Dakar-Fann, Senegal
Tel: +221 33 869 16 81
Fax +221 825 92 12
Email : pthiare@wetlands-africa.org

RAMPAO -RAMPAO

Mme Dominique Duval Diop
Secrétaire Générale du RAMPAO
Co/FIBA
Mamelles, Rue 21 OKM, Villa F46
BP 24939 Dakar - Sénégal
Phone: +221 33 869 14 04
Fax : +221 33 860 00 51
Email : duvaldiop@rampao.org

EXPERTS -EXPERTS

M. Mohamed Ould Abidine Ould Mayif
Expert Environnement Marin et Pêches
Univ. de Nouakchott
Mauritanie

tél: + 222 22430335
Email: mamayif@yahoo.fr

CONSULTANTS – CONSULTANTS

M. Jacques Abe
Centre de Recherches Océanologiques (CRO)
29 Rue des Pêcheurs,
B.P. V 18 ABIDJAN(Côte d'Ivoire)
Tel : (+225) 21 35 50 14 / 21 35 58 80
Mob : (+225) 07 08 58 00
Fax : (+225) 21 35 11 55
Email: jacquesabe@yahoo.com

M. Romain Chancerel
Côte d'Ivoire
Tel : +225 77 30 14 77
Email: Romain.Chancerel@unep.org

M. Cheikh Abdellahi O. Inejih
Directeur DDECOMAR
BP 1045, Nouakchott
B229, Ksar

Mauritanie
Tel: +222 47 05 00 29
Email: inejihca@yahoo.fr

M. Mika Diop
Biologiste des Pêches
Coordinateur des projets PSRA-Requins et
PARTAGE
Chargé de Programmes
Secrétariat Permanent de la Commission
Sous-Régionale des Pêches
SICAP, AMITIE 3. Villa 4430
BP 25 485, Dakar - Sénégal
Tél. (221) 338 64 04 75; Fax. (221) 33 864
04 77
Portable: 77 644 82 18
Email : coordpsra@gmail.com ;
mika_dfr@yahoo.fr

Annexe 2. Ordre du jour

Ordre du jour provisoire – Draft agenda

Mardi 23 septembre 2014/ Tuesday 23rd September 2014	
1. Ouverture de la reunion/Opening of meeting	9-9.15
2. Organisation de la réunion 2.2. Présentation des participants 2.3. Adoption de l'ordre du jour de la réunion/Organisation du travail 2.4. Photo de groupe	9.15-9.30
Restitution de travaux 3. Etat des lieux des mesures politiques et juridiques visant à protéger la biodiversité, l'habitat et la qualité de l'eau dans la Zone CCLME : Bilan et perspectives / The State of political and legal measures of protection of biodiversity, habitat and the water quality in the CCLME area: review and prospects (Dr Mika Diop) Débats	9.30 – 10.30
<i>Coffee break – Pause café</i>	10.30-11.00
3. Suite Débats	11.00-13.00
<i>Pause déjeuner – Lunch break</i>	13.00-14.30
4. Développement d'une base de données géoréférencée et production de carte sur les habitats et la biodiversité/ Development of geo-referenced database and production of regional maps on habitats and biodiversity in the CCLME area (Luis M. et Ana Ramos) Débats	14.30 – 16.00
<i>Coffee break – Pause café</i>	16.00-16.15
4. Suite Débats	16.15-17.30
4. Organisation du stage en SIG (modalités organisationnelles)	17.30-18.00
Mercredi 24 septembre 2014/ Wednesday 24 th September 2014	
5. Evaluation de l'état de la biodiversité marine de la région CCLME /Assessment of the state of the marine biodiversity in the CCLME area (Dr Cheikh Abdellahi Inejih) Première partie : Débats	9.00 – 10.30
<i>Coffee break – Pause café</i>	10.30-11.00

5. Suite et fin Seconde partie Synthèse des Débats et validation des conclusions	11.00-12.00 12.00-13.00
<i>Pause déjeuner – Lunch break</i>	13.00-14.30
6. Evaluation des activités terrestres pouvant constituer des sources de pollution marine et côtière dans la zone du CCLME/ Assessment of land-based activities that may constitute sources of marine and coastal pollution in the CCLME area (Dr Abe J.) Débats	14.30 – 16.00
<i>Coffee break – Pause café</i>	16.00-16.15
6. Suite Débats	16.15-17.30
Jeudi 25 septembre 2014/ Thursday 25 th September 2014	
7. Elaboration d'un plan d'urgence pour prévenir et limiter la pollution marine dans la région du CCLME / Development of an emergency plan to prevent or limit marine pollution in the CCLME region Débats	9.00-10.30
<i>Coffee break – Pause café</i>	10.30-11.00
7. Suite Débats	11.00-13.00
<i>Pause déjeuner – Lunch break</i>	13.00-14.30
8. Conclusions générales de l'atelier	14.30-16.00
<i>Coffee break – Pause café</i>	16.00-16.30
Clôture/Closing	16.30-17.00